

[MONDE](#)

Venezuela – États-Unis : une rivalité persistante entre affrontement et tentative de dialogue

02 sept. 2025 à 06:00 • ⌚ 8 min

[Partager](#)[Écouter](#)

Au fil des dernières décennies, les relations politiques entre le Venezuela et les États-Unis se sont dégradées, devenant l'un des exemples les plus marquants du bras de fer entre une puissance régionale et une grande puissance mondiale. Issues d'une opposition idéologique profonde et d'enjeux énergétiques vitaux, ces tensions n'ont jamais cessé d'évoluer, passant de l'antagonisme ouvert à de timides tentatives de dialogue.

INFOPar [Olivier Arendt](#)



© Belga

Pour comprendre, revenons un peu sur l'histoire de ce pays d'Amérique du Sud riche en ressources naturelles, notamment le pétrole, qui constitue l'essentiel de ses exportations et de ses revenus publics.

Le Venezuela, avant tout de chose, c'est la patrie de Simon Bolivar, considéré par beaucoup de citoyens comme le héros de l'indépendance de l'Amérique latine contre le colon espagnol. Ce glorieux héritage fait partie l'ADN de ce pays, voisin de la Colombie, du Brésil et du Guyana et que borde la mer des Caraïbes. Le pays, qui compte 30 millions d'habitants, a longtemps été l'un des plus pauvres du monde.

L'origine du conflit actuel remonte à l'arrivée d'Hugo Chavez au pouvoir en 1998, avec la promesse d'un socialisme indépendant. Le nouveau président se réclame du "*bolivarisme*". Il veut établir le socialisme du XXI^e siècle. Chavez profite de cette manne pétrolière pour redistribuer cette richesse, et investir massivement dans l'enseignement, la santé, les services publics.

En 2010, il nationalise plus de 250 entreprises, dont de nombreuses compagnies américaines présentes sur place. En quinze ans au pouvoir, Hugo Chavez sort les pauvres de leur misère. Le taux de pauvreté passe de 42% en 1999 à 32% en 2015. Il devient

extrêmement populaire mais est accusé par ses détracteurs de totalitarisme.

Hugo Chavez meurt d'un cancer en 2013, suite à une récurrence de sa maladie qu'il rend publique après avoir remporté les élections pour la quatrième fois. Il n'a que 58 ans.

C'est un proche, Nicola Maduro, un ancien chauffeur de bus, qui reprend la présidence par intérim, avant d'être élu avec 50,7% des voix. Mais sa cote de popularité s'effrite rapidement, car l'homme n'a pas le charisme et les compétences d'Hugo Chavez. En 2017, près de 80% de la population le rejette. D'autant que le pays s'enlise dans une crise économique et que démarra une répression forte des opposants.



Le président vénézuélien Hugo Chávez prononce un discours lors de la clôture du 4e Sommet PetroCaribe à la raffinerie Camilo Cienfuegos, le 21 décembre 2007 à Cienfuegos, à Cuba. © 2007 Getty Images

Une dépendance dangereuse au pétrole

Avec cette politique dangereuse de tout miser sur la rente de pétrole, le pays importe presque tout, et donc ne produit quasiment plus rien. 2/3 des recettes du pays proviennent du pétrole. Le Venezuela est complètement dépendant de l'extérieur. Quand le cours du pétrole s'effondre, il entraîne l'économie vénézuélienne dans sa chute.

Les programmes sociaux créés sous Chavez doivent être sacrifiés, plombant encore la popularité de Maduro. En 2017, plus de 70% des familles vénézuéliennes passent sous le seuil de pauvreté.

L'État vénézuélien a alors réorienté ses alliances vers des partenaires tels que Cuba, la Russie et la Chine, tout en dénonçant les politiques des États-Unis dans la région. En retour, Washington a critiqué la dérive autoritaire du régime, s'inquiétant pour les droits humains et pour la stabilité démocratique.

Sanctions américaines majeures

L'élection pour un second mandat de Maduro en 2018, fortement critiquée et boycottée par l'opposition, a vu celui-ci obtenir 68% des

[Accueil](#) [Info](#) **MONDE** [Europe](#) [Afrique](#) [Asie](#) [Plus](#)

Le taux d'abstention a atteint 52%, un record depuis 1958, bien supérieur à celui de l'élection précédente. Plusieurs irrégularités ont été dénoncées, dont des pressions sur les électeurs, des incitations financières et une fermeture tardive des bureaux de vote. Enfin, Javier Bertucci, troisième candidat, a lui aussi rejeté les résultats et appelé à un nouveau scrutin.

À partir de 2019, l'administration américaine a choisi de ne plus reconnaître Nicolás Maduro comme président légitime, imposant depuis des sanctions économiques majeures. Ces sanctions ont notamment ciblé la société publique pétrolière PDVSA, gelant plusieurs milliards de dollars d'actifs et empêchant Caracas d'opérer librement sur les marchés financiers internationaux. En avril 2019, des sanctions ont également visé la Banque centrale du Venezuela et des hauts responsables gouvernementaux.

Ces mesures ont été renforcées au fil des années, avec des sanctions supplémentaires contre des individus proches de Maduro, dont une prime très élevée pour son arrestation en lien avec des accusations de trafic de drogue et corruption. Malgré des tentatives de négociation, notamment avant l'élection présidentielle de 2024, les sanctions ont été réimposées en 2024 après des choix du gouvernement vénézuélien jugés contraires au processus démocratique. Ces sanctions restent un levier majeur de la politique américaine visant à mettre fin au régime de Nicolás Maduro tout en limitant les activités économiques du Venezuela.

À l'opposé, des pays alliés comme la Russie, Cuba, la Chine, la Turquie et le Nicaragua avaient félicité Maduro et exprimé leur soutien.

Le président vénézuélien Nicolas Maduro arrive au défilé militaire à l'occasion du 214e anniversaire de l'indépendance du Venezuela, le 5 juillet 2025 à Caracas. © 2025 Getty Images

Un troisième mandat pour Maduro

Lors de l'élection présidentielle du 28 juillet 2024 au Venezuela, Nicolás Maduro a été réélu pour un troisième mandat avec environ 51,2% des voix officielles, contre 44,2% pour son principal adversaire Edmundo González Urrutia, soutenu par une large coalition d'opposition. Cette élection a été marquée par une forte contestation : l'opposition a dénoncé des pressions, un manque de transparence, et a affirmé détenir des preuves selon lesquelles elle aurait obtenu environ 70% des suffrages. La communauté internationale a aussi émis des doutes sur la validité et la transparence du scrutin, soulignant notamment l'absence d'observateurs électoraux indépendants.

Après la proclamation officielle, la Cour suprême, considérée comme proche du pouvoir, a validé la victoire de Maduro, rendant la décision irréversible, malgré des protestations et des manifestations parfois réprimées violemment, avec un bilan humain lourd. La participation était relativement basse, autour de 58%, avec un climat politique tendu.

En mai 2025, lors des élections législatives et régionales, la coalition autour de Maduro, notamment le Parti socialiste unifié du Venezuela (PSUV), a remporté une victoire écrasante, obtenant plus de 82% des suffrages. Elle a remporté 23 des 24 postes de gouverneur, dans un contexte marqué par un boycott massif de l'opposition, qui rejette la légitimité de ces scrutins. Cette victoire renforce le contrôle du pouvoir en place sur les institutions nationales et régionales, consolidant la position de Nicolas Maduro malgré la pression interne et internationale.

Venezuela / Maduro investi pour un 3e mandat malgré la contestation

Pour voir ce contenu, connectez-vous gratuitement

[Connectez-vous](#)

Venezuela si riche et pourtant si pauvre

Le Venezuela en proie à de très graves difficultés économiques, situation paradoxale puisque le peuple manque de tout, la population est rationnée, alors que les réserves pétrolières assuraient des revenus conséquents au pays. Le pétrole représente d'abord une aubaine pour le pays. Le Venezuela décolle, et profite d'une croissance exceptionnelle jusque dans les années 2000. Mais le pays a pris un gros risque en mettant tous ses œufs dans le même panier, ou dans le même baril pourrait-on dire !

Le Venezuela, jadis florissant pays pétrolier dont la production a chuté spectaculairement ces dernières années, peine à relancer sa production. La production vénézuélienne, qui a atteint jusqu'à 3,2 millions de barils/jour en 2008, s'est ensuite effondrée pour se situer à moins de 400.000 en 2020, soit le niveau de production des années 1930-1940.

En 2025, l'économie du Venezuela reste en crise profonde avec une situation marquée par une inflation extrêmement élevée, estimée entre 150% et 180% sur l'année, bien que loin des niveaux d'hyperinflation catastrophiques des années précédentes. Le bolivar continue de perdre de sa valeur face au dollar, ce qui pousse la population à recourir massivement aux monnaies étrangères et aux cryptomonnaies pour leurs transactions quotidiennes.

La production pétrolière, principale source de revenus du pays, stagne à un niveau faible (environ 856.000 barils par jour en 2024), très inférieur aux pics historiques, en raison de problèmes structurels, de mauvaise gestion et du sous-investissement. Cette situation, combinée aux sanctions américaines rétablies après l'élection contestée de Maduro en 2024 (ça devrait aussi se retrouver avant), limite fortement les investissements étrangers et pèse sur la capacité du pays à financer ses importations essentielles.

La balance courante reste excédentaire, soutenue par les exportations pétrolières et les envois de fonds de la diaspora, mais avec des marges réduites en 2025 à cause de la baisse des prix du pétrole et des sanctions. Le pouvoir d'achat des Vénézuéliens continue de se dégrader sous l'effet de la hausse des prix, avec des conséquences sociales lourdes et un climat d'incertitude économique et politique persistante.

Les Vénézuéliens continuent de rejoindre l'armée pour défendre la souveraineté nationale à Caracas, le 30 août 2025. Dès le petit matin, jeunes, travailleurs, réservistes et représentants de divers secteurs sociaux se sont rassemblés avec enthousiasme et © 2025 Anadolu

Déploiement militaire voulu par Washington, colère du Venezuela

En 2025, la rivalité s'intensifie. Avec le retour de Donald Trump à la Maison-Blanche, les États-Unis ont accru leur pression : L'administration Trump a doublé début août à 50 millions de dollars la récompense offerte pour tout élément permettant d'arrêter Nicolas Maduro, accusé de diriger un "*cartel narcoterroriste*" et a annoncé le déploiement militaire en mer des Caraïbes et un soutien actif aux opérations contre le narcotrafic.

Des journalistes de l'AFP ont vu vendredi 30 août au soir, un croiseur lance-missiles américain, l'USS Lake Erie, entrer dans le canal de Panama en direction des Caraïbes. Les États-Unis ont annoncé également l'envoi de plusieurs bâtiments de guerre dans les Caraïbes au motif de lutter contre le narcotrafic international.

Washington avait annoncé la semaine dernière le déploiement de trois destroyers lance-missiles au large des côtes du Venezuela. Mardi, un responsable américain ayant requis l'anonymat a indiqué à l'AFP que Donald Trump a décidé de déployer également un croiseur lance-missiles, l'USS Lake Erie, et le sous-marin d'attaque à propulsion nucléaire USS Newport.

Etats-Unis/Venezuela: un croiseur américain entre dans le ca



En réponse, le Venezuela a annoncé envoyer des navires de la Marine et des drones patrouiller dans ses eaux territoriales. Face à ces menaces, le gouvernement vénézuélien mobilise plusieurs millions de miliciens, renforce sa présence militaire et bénéficie du soutien diplomatique et économique de la Chine, qui s'oppose à toute intervention étrangère.

Le Venezuela est sur le pied de guerre

Pour voir ce contenu, connectez-vous gratuitement

[Connectez-vous](#)

Tentative de calmer les Américains

Très certainement pour tenter de faire redescendre la pression américaine, le Venezuela annonçait le 25 août dernier déployer 15.000 membres des forces de sécurité à sa frontière avec la Colombie pour lutter contre le narcotrafic, alors que les États-Unis accusent le président Maduro de diriger le "*Cartel des soleils*", un réseau classé comme organisation terroriste par Washington.

Selon le ministre de l'Intérieur Diosdado Cabello, cette opération concerne surtout les États de Zulia et Tachira et vise à renforcer le contrôle sur les activités criminelles. "*Ici, nous combattons réellement le narcotrafic. Ici nous combattons vraiment les bandes de narcotrafiquants sur tous les fronts*", a-t-il ajouté après avoir annoncé la saisie de 52,7 tonnes de drogues depuis le début de l'année, soit, selon lui, entre 70% et 80% du trafic transitant par le Venezuela.

Cabello a critiqué l'action américaine qui envoie des bâtiments militaires dans la région, soulignant que la majorité du trafic mondial de cocaïne provient de la Colombie, dont la production a atteint un record en 2023 selon l'ONU.

Les perspectives pour les prochains mois sont marquées par l'incertitude. Tant que le Venezuela pourra compter sur ses alliés stratégiques, une intervention militaire américaine demeure

improbable. Néanmoins, la pression exercée par les sanctions et le contrôle du narcotrafic poussent les deux parties vers une forme d'adaptation : soit l'entretien du statu quo conflictuel, soit la recherche de compromis sur l'énergie et la sécurité régionale.

Ce contexte volatile laisse entrevoir la poursuite d'une rivalité tendue, mais sans exclusion totale d'un dialogue progressif, sous l'effet des contraintes économiques et diplomatiques.

Maduro, du socialisme à la dictature | ARTE

